

L'OEA s'acharne sur le Venezuela, le Nicaragua et Cuba mais «oublie» la pandémie

Par Roberto Morejón/RHC



Le secrétaire général de l'OEA, l'Organisation des États Américains, Luis Almagro, a ignoré le Covid-19 dans la région. L'assemblée générale de cette organisation, connue comme le ministère des colonies de

Washington, s'est pratiquement bornée à attaquer le Venezuela et le Nicaragua, sans laisser Cuba de côté.

Sur instruction du Département d'Etat nord-américain, la cinquantième assemblée générale de l'organisation en question s'est réunie à Washington pour attaquer une nouvelle fois le Nicaragua et le Venezuela.

Maikel Kozak, secrétaire d'État adjoint aux Affaires de l'hémisphère occidental, a transmis les ordres de Washington à Almagro.

Le fonctionnaire étasunien a été plus ouvert aux détails de l'agenda de l'OEA que le secrétaire général lui-même.

L'idée est d'essayer d'imposer au Nicaragua la manière dont il devrait conduire les élections de 2021 et d'ignorer les élections législatives de décembre au Venezuela en s'assurant le soutien des gouvernements de droite de la région.

En d'autres termes, l'OEA a été appelée à intervenir dans les affaires intérieures du Nicaragua et du Venezuela, en dépit des problèmes très importants qui accablent cette zone géographique.

C'est le cas du Covid-19 dans une Amérique qui totalise 18,7 millions d'infections et 607 000 décès, et dont la population, dans plusieurs pays, proteste contre la crise économique, la répression et l'abandon par les gouvernements de leurs devoirs fondamentaux.

Cela n'intéresse pas de toute évidence les États-Unis, où les 214 000 morts à cause de la mauvaise gestion de la pandémie ne semblent rien enlever au sommeil du président Donald Trump.

Mike Pompeo, le secrétaire d'État nord-américain, Kozak et Almagro se concentrent sur le Venezuela, le Nicaragua et Cuba, ce dernier étant visé en raison de ses relations avec le Venezuela.

En effet, Kozak a fait référence à ce qu'il a appelé l'influence de Cuba sur le Venezuela comme une raison pour augmenter la pression sur l'archipel des Caraïbes.

Dans le même récit, le Vénézuélien Julio Borges, complice du président fantôme Juan Guaidó, a mentionné que les liens du Venezuela avec l'Iran et Cuba sont dangereux.

L'Assemblée générale de l'OEA a donc été une fois de plus la plateforme de la haine qui intéresse Trump, pavée par les dirigeants de droite d'Amérique Latine qui, comme ceux de la Colombie, du Chili et du Brésil, s'enfoncent dans une crise de santé et de récession.

Les Cubains ne sont pas surpris par le nouveau spectacle du bien nommé ministère des colonies, plus que jamais écarté des urgences de nos peuples.



Radio Habana Cuba